

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 9 avril 2018

SNCF, Carrefour, la Poste, hôpitaux, Air France, universités... et pourquoi pas une grève générale !

Décidément, malgré ses postures, le gouvernement Macron n'en mène pas large. Trop de colères, dans pratiquement tous les secteurs, lesquelles sur le fond rejoignent celle des cheminots, aussi bien en matière de baisse de moyens, d'effectifs, de salaires que de conditions de travail. Alors, pour « *gagner la bataille de l'opinion* », comme disent les médias, Macron a raclé les fonds de tiroirs : il a appelé à la rescousse Nicolas Hulot, lequel s'est payé le ridicule et la bassesse de plaider la cause gouvernementale dans le *Journal du Dimanche*... pendant que le gouvernement envoyait 2 500 gendarmes et autres militaires investir la ZAD de Notre-Dame-des-Landes pour en déloger 100 cultivateurs écolos qui y font pousser des légumes et y fabriquent leur pain depuis 9 ans !

La semaine dernière, Macron a rencontré quelques déboires à Rouen, arrivé sous les huées et les sifflets d'un comité d'accueil composé de cheminots, d'agents municipaux, de retraités et d'étudiants, puis des personnels hospitaliers du CHU. Tout ce qu'il a trouvé à expliquer, c'est qu'il « *n'y a pas d'argent magique* », selon lui... Son arrogance s'est encore illustrée le soir même à Saint-Denis, où il est venu écouter un concert privé dans la très chic école de la Légion d'Honneur, en refusant de venir écouter parents, professeurs et lycéens de Seine-Saint-Denis qui l'attendaient. Là non plus, les moyens supplémentaires indispensables aux banlieues démunies ne sont pas d'actualité pour le gouvernement.

La population n'est pas dupe

Ce gouvernement au service des plus riches, pour lesquels l'« *argent magique* » coule à flot, mécontente toujours plus les salariés et leurs familles. En complet décalage, volontaire et assumé, il affiche son mépris pour ce que nous affrontons au quotidien, tout comme il affiche son mépris pour les grévistes de la SNCF et des autres secteurs actuellement en lutte.

Il prétend que la fin du statut cheminot améliorerait la qualité du transport ferroviaire, mais la population n'est pas dupe. Ce qu'il faut, au lieu de s'en prendre aux salariés, c'est investir dans l'ensemble des services publics, faire les travaux d'entretien nécessaires, recruter du personnel, dans les transports, la santé, l'éducation, entre autres.

Le mouvement de grève très massif à la SNCF rencontre bien des sympathies et pourrait rallier d'autres luttes actuellement en cours : dans les Ehpad (maisons de retraite médicalisées), les hôpitaux, les bureaux de poste, les déchetteries, les universités, à Air France, Carrefour... Cette crainte de voir les luttes s'étendre et converger est bien présente à l'esprit du gouvernement.

Tous ensemble, notre seul moyen de gagner

L'inquiétude de Macron pourrait bien se concrétiser du côté des étudiants, dont les assemblées générales ont passé un cap la semaine passée. À l'université de Nanterre, où s'est tenue une coordination nationale des facs en lutte ce week-end, malgré l'interdiction de la présidence, les CRS ont déboulé lundi pour tenter d'évacuer les étudiants. Des matraques contre une jeunesse qui rêve d'un autre avenir que le chômage et les boulots précaires, c'est la seule perspective de ce gouvernement.

Oui, l'heure est à la convergence des luttes, des revendications de salaire et d'embauches massives pour en finir avec des conditions de travail pourries. Une convergence débouchant sur une grève générale qui serait la seule chose que Macron et ses donneurs d'ordre du patronat n'auraient pas volée.

Non seulement cette grève générale est aujourd'hui possible, mais elle représente en réalité la seule peur du gouvernement, et pour le camp des salariés, notre seul moyen de gagner.

La lutte contre les mutations commence...

Ce lundi 9 avril, secteur Recad au B2, une trentaine de cariste de l'équipe 22 et de la C ont arrêté le travail pendant 20 minutes pour exiger des explications de la part de leur RG. Celui-ci a été obligé de venir se justifier au sujet des projets mutations forcées vers les chaînes. Cette mobilisation fait suite à celle des caristes de la 12 il y a quelques jours, c'est un bon début pour faire cesser les pressions de la direction.

Paramètres humains : inconnu

Dans certains secteurs, la nouvelle répartition de postes pour les 3x38 véhicules par heure commence à être connue. Même des chefs sont inquiets : avec la meilleure volonté du monde, ça leur semble intenable. C'est parfois jusqu'à 1 poste sur 2 qui saute sur les chaînes. La direction se vante d'avoir utilisé un ordinateur pour calculer froidement le nombre de postes conservés en fonction de la cadence. C'est tellement cynique qu'on n'a aucun mal à la croire.

Planning de dingue

La direction annonce du chômage tournant à la Peinture et au Ferrage sans vraiment expliquer les détails. Au contraire au Montage, il va falloir se taper encore plusieurs samedis travaillés pour faire des essais (RUN) sur les nouvelles installations. De plus, toute l'usine chômerait la semaine 19 sauf l'équipe 12 du Montage. Elle devrait revenir travailler juste un après-midi, le vendredi 11 mai après 6 jours à la maison et avant un week-end. Du grand n'importe quoi !

Nos salaires sont déjà suffisamment bas

Avec le chômage prévu, nos compteurs vont se creuser. Selon les chiffres de la direction, en ce début d'année plus de 2 100 salariés du site ont déjà un compteur de modulation négatif, ça ne va pas s'arranger au Montage, mais surtout au Ferrage et à la Peinture avec le chômage tournant. Si PSA fait chômer pour des raisons techniques, c'est son problème. Nous, nous voulons être payés à 100 % et ne pas perdre un centime.

La confiance règne

Pour les derniers jours de l'équipe de nuit, PSA a ordonné de multiplier les contrôles des gardiens aux tourniquets. Les salariés de nuit sont en colère de la manière dont PSA les traite, surtout ces derniers mois. Nous ne sommes pas des voleurs, s'il y en a ce sont Tavares et de la famille Peugeot en Suisse.

PSA nous la bouffe, mais on a la peau dure

Les tenues de travail grattent, donnent des boutons, ça devient insupportable. On est obligé de les ramener chez nous pour les laver nous-mêmes. En plus du boulot pénible, PSA nous refile de l'exéma. Mais plus que les vêtements, c'est l'exploitation qui donne des boutons.

Faudrait peut-être se réveiller ?

La semaine dernière, plusieurs intérimaires de l'équipe de nuit n'avaient toujours pas eu d'avenant à leurs contrats de travail pour leurs passages en horaires d'équipe 12 ou 22. L'hiver c'est fini, faut arrêter d'hiberner dans les bureaux de la direction ! Ce n'est pas parce qu'on est intérimaire qu'il faut faire n'importe quoi avec nos contrats.

Primé à la fabrication de chômeurs en batterie

Tavares va voir son salaire annuel augmenté de 2 millions d'euros (+43 %), il touchera 18 350 € par jour. Pour avoir organisé le rachat d'Opel, Tavares gagnera notamment une prime d'un million d'euros. Jean-Baptiste Chatillon le directeur financier du groupe PSA, lui, touchera une prime de 500 000 €. Au même moment, PSA annonce un plan de départ massif chez Opel. Tous ces bourgeois-parasites ne fabriquent pas une seule voiture de leurs mains, la seule chose qu'ils fabriquent ce sont des chômeurs.

Ce n'est pas à nous de payer leurs erreurs

À la Peinture, mercredi dernier, il y a eu plus de 16 heures d'arrêt sur la cabine LB. Les nouveaux robots sont tombés en panne. Par manque de moyens et de formations préparées par la direction, les techniciens et les maintenanciers ont galéré.

Les ouvriers de chaîne de la 12 et de la 22 ont pu souffler, tant mieux. Mais ce n'est pas normal que le manque d'anticipation de la direction ait pour conséquence des heures sup pour l'équipe de nuit.

Carrefour, une grève qui a supermarché

Samedi 31 mars, près de 20 000 salariés de Carrefour sur 115 000 se sont mis en grève partout en France. 300 magasins ont connu des barrages filtrants ou des fermetures. Sur fond de menace de 2 400 suppressions d'emplois, le montant de la prime d'intéressement a mis le feu aux poudres : 57 € au lieu de 610 l'année dernière, à comparer aux 350 millions versés en dividendes aux actionnaires. Face à la colère, la direction a relevé la prime à 407 €, mais rien n'y a fait.

Suite à cette grève, la direction annonce ajouter une prime de 150 €... mais en bons d'achat valables uniquement à Carrefour ! Manière de rester gagnant même en reculant devant la mobilisation collective ? Pas sûr que les salariés, appelés de nouveau à se mobiliser le 13 avril, l'entendent de cette oreille.

PSA Saint-Ouen : mépris et secrets de Polichinelle

Suite à l'annonce en CE qu'un projet de construction d'un nouvel hôpital serait à l'étude sur le site de l'usine de PSA Saint-Ouen, des AG sur les trois équipes ont réuni une cinquantaine de salariés en fin de semaine dernière. Nos collègues demandent des comptes et le droit d'être informés de leur avenir autrement que par un article de journal qui circule.